



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-deuxième session

12-23 mars 2018

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Centa for Organisational Development Ltd/Gte, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Le président de la République Muhammadu Buhari a pris ses fonctions le 29 mai 2015. Quelques mois plus tard, le Nigéria, alors considéré comme la première puissance économique d'Afrique, plongeait dans la récession après trois trimestres consécutifs de croissance négative de son PIB recalculé sur une nouvelle base. Dix-huit mois plus tard, l'économie nigériane semble amorcer un redressement.

Les maux dont souffre le Nigéria sont la conséquence des politiques et pratiques de ses élites, discriminatoires en particulier envers les femmes des régions rurales, mais favorables à quelques privilégiés qui pratiquent en toute impunité l'autocratie, le clanisme, la religiosité de façade, l'intolérance et le sectarisme.

Les femmes et les jeunes filles rurales du Nigéria sont victimes d'un triple fléau : la pauvreté, l'illettrisme et le manque d'accès aux moyens permettant de surmonter les inégalités et l'injustice qui caractérisent les systèmes sociopolitiques et socioéconomiques du pays.

Bien que le Gouvernement ait axé sa politique sur la mise en œuvre de la lutte contre la corruption, Transparency International a classé le Nigéria au premier rang des pays les plus corrompus du monde en mars 2017. De nombreuses affaires retentissantes ont éclaté dans le pays, notamment celle dont doit encore répondre M. Babachir Lawal, le secrétaire du Gouvernement fédéral suspecté de corruption et suspendu de ses fonctions.

La corruption exacerbe les inégalités et entretient la pauvreté. À cet égard, la société nigériane est l'une des plus inégalitaires du monde : environ 20 % de la population concentre 65 % des richesses du pays. En mai 2017, le rapport d'Oxfam-Nigeria intitulé « Inequality in Nigeria, Exploring the Drivers » soulignait que « les inégalités extrêmes minent l'économie du Nigéria et engendrent des tensions sociales ». Le Gouvernement ne met en œuvre aucune politique, aucun programme ou projet pour éliminer ou atténuer la pauvreté des femmes rurales. Pourtant, la fortune cumulée des cinq Nigériens les plus riches, estimée à 29,9 milliards de dollars, pourrait suffire à mettre fin à l'extrême pauvreté si elle était mise au service de la société nigériane.

Les inégalités suscitent des mouvements insurrectionnels et de violents conflits tant au nord qu'au sud du pays. Elles nourrissent les affrontements religieux et l'agitation sociale, notamment le militantisme et les turbulences qui secouent la riche région pétrolière du delta du Niger. Victimes des rebelles de Boko Haram et des conflits armés, les femmes et les jeunes filles rurales représentent la majorité des personnes déplacées dans leur propre pays. Boko Haram continue de kidnapper, mutiler, tuer ou retenir en otage des milliers de femmes rurales, en particulier les 295 lycéennes de Chibok enlevées le 14 avril 2014 dans l'État de Borno. À la date de mai 2017, 103 jeunes filles avaient été libérées et remises au Gouvernement fédéral.

Actuellement, le Nigéria détient le triste record du nombre de personnes déplacées dans leur propre pays : elles seraient plus de deux millions selon les estimations, y compris les victimes des ravages et des affrontements causés par l'arrivée de bergers peuls qui, poussés par la désertification et le réchauffement climatique, descendent vers le sud du pays à la recherche de pâturages pour leurs troupeaux. Les Peuls ont ainsi violemment délogé plusieurs communautés dans la région d'Agatu, dans les États de Benue et d'Enugu.

Plus de 112 millions de Nigériens vivent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté contre 69 millions en 2004, soit une hausse de 69 %. Pendant la même période, le nombre de millionnaires a augmenté de 44 % dans le pays, du fait de la corruption généralisée et de l'emprise exercée sur le Gouvernement par de grandes entreprises

et les élites fortunées. Les pauvres, et en particulier les femmes rurales, ne tirent aucun avantage des richesses du Nigéria.

Par ailleurs, les femmes et les jeunes filles des zones rurales ne participent pas à la croissance économique : soit elles ne travaillent pas, soit elles occupent des emplois informels non qualifiés et mal payés. Ces femmes représentent entre 60 % et 79 % de la main d'œuvre agricole du Nigéria, mais elles ont cinq fois moins de chance que les hommes de posséder leurs propres terres. Leur autonomisation est freinée par l'évolution des techniques auxquelles elles n'ont pas accès. En outre, les femmes rurales sont le plus souvent écartées de l'éducation et plus de 75 % des plus pauvres d'entre elles ne sont jamais allées à l'école. Elles n'ont pas accès à l'eau potable et ni à des installations sanitaires adéquates. Enfin, les jeunes filles rurales représentent plus de 70 % des 10 millions d'enfants nigériens non scolarisés.

Les taux de mortalité maternelle et des enfants de moins de 5 ans sont parmi les plus élevés au monde. La pauvreté et les privations aggravent la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles en particulier, qui sont par conséquent exposées au trafic d'êtres humains, à la prostitution, aux violences et aux mauvais traitements. Les plus jeunes sont aussi victimes de mariages précoces, d'inceste, de viol et souffrent souvent de fistules vésico-vaginales.

Les zones géopolitiques du nord et du nord-est du pays comptent le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. C'est également dans ces régions que les filles ne terminant pas le cycle d'éducation primaire sont les plus nombreuses, en raison de pratiques culturelles et religieuses qui favorisent le mariage des enfants. Le nombre d'accouchements à l'hôpital ou en clinique y est le plus bas du pays et les taux de mortalité et de morbidité maternelle et infantile y sont les plus élevés du Nigéria, selon l'émir de Kano.

Pour s'attaquer à ces problèmes redoutables, le Gouvernement fédéral en place a lancé un plan de redressement économique et de croissance le 7 avril 2017. Le but premier de ce plan est d'intégrer les 17 objectifs de développement durable (ODD) dans les cadres et plans de développement nationaux.

L'office national chargé de l'investissement social a été créé dans le cadre de ce plan, avec mission d'assurer la mise en œuvre et la gestion des programmes d'investissement social destinés à réduire la pauvreté tout en favorisant le développement humain par la prise en compte des ODD 1, 2, 3 et 5.

Ces programmes prévoient :

- Des initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour fournir un repas par jour à 5,5 millions d'élèves du primaire ;
- Un programme national d'aide financière permettant à un million de Nigériens pauvres et vulnérables de percevoir 5 000 nairas chaque mois ;
- Le programme N-Power qui vise à former de jeunes Nigériens à des métiers manuels et à leur procurer un emploi (500 000 diplômés et 100 000 jeunes sans qualification) ;
- Le programme d'aide à la création et au développement des entreprises ciblant 1,6 million de personnes, en particulier des femmes, des chefs d'entreprise, des agriculteurs et des jeunes, qui bénéficieront d'un accès facilité au crédit ;
- Cependant, ces programmes n'ont atteint que 10 % des femmes rurales ciblées et ont lamentablement échoué à offrir des perspectives pour sortir de la pauvreté, qui progresse toujours parmi les femmes et jeunes filles du monde rural ;

- Le bureau de l'Assistante spéciale principale du Président du Nigéria pour les objectifs de développement durable a été créé en 2016 pour réaliser les ODD 1 à 5, mais cette création ne s'est accompagnée d'aucun programme de travail cohérent, transparent et inclusif ni de calendrier précis de mise en œuvre des priorités du Gouvernement à l'échelon national, local ou des États. Au travers de ses activités, ce bureau ne fait pas preuve d'une recherche d'inclusion ni d'une volonté de ne laisser personne de côté. Les services gouvernementaux ne semblent pas collaborer pour promouvoir une position politique cohérente ainsi qu'un calendrier, des objectifs mesurables et des indicateurs précis.

La plupart des plans d'action et des activités de ces services ne prend pas en compte la situation des femmes et jeunes filles rurales.

Au Nigéria, les organisations de la société civile en sont littéralement rendues à supplier d'intégrer l'inclusion sociale dans le processus de réalisation des ODD. Elles n'ont pas la possibilité de discuter librement et sur un pied d'égalité dans ce domaine, contrairement à l'esprit d'ouverture et à la volonté de « ne laisser personne de côté » qui a présidé à la définition des ODD. Enfin, il convient de souligner la modicité des fonds alloués à la réalisation des ODD.

Au vu de ce qui précède, nous demandons à la Commission de la condition de la femme d'insister auprès du Gouvernement nigérian pour qu'il mette en place des modalités d'association des citoyens à la réalisation des ODD, ce qui doit être un droit et non un privilège. De nombreuses organisations ont fait part de leur volonté de s'engager dans ce processus et, que ce soit au niveau local, des États ou national, elles doivent être autorisées à y participer, sans leur imposer de contraintes excessives.

Les autorités nigérianes des différents échelons ainsi que le secteur privé doivent allouer des fonds à la réalisation des objectifs 1, 2, 3, 5, 7, 10, 14 et 17 qui visent à éradiquer la pauvreté, éliminer la faim, promouvoir l'égalité des sexes et autonomiser les femmes. L'atteinte de ces objectifs aura un impact positif sur les femmes et les jeunes filles des zones rurales du Nigéria, à condition de créer et préserver un climat pacifié et serein.
